



Notre brochure

Nous reproduisons, ici, notre première brochure. Les encarts sont affichés dans les cadres à fond vert.

Le 13 mai 2000 nous avons créé une nouvelle organisation politique. Nous l'avons appelée « COMMUNISTES » car c'est au nom de ces valeurs, de cet idéal que nous agissons.. Soyons clairs, nous n'avons rien à voir avec le PCF qui lui les a abandonnés.

Un parti révolutionnaire est indispensable à la France. Nous le construisons. Il y a de la place pour un tel parti en France car notre pays est riche de traditions révolutionnaires. Ce parti entièrement nouveau représente l'avenir pour ceux qui luttent et aspirent à une autre société.

Notre implantation se développe dans la France entière. Notre journal mensuel « COMMUNISTES » informe, analyse et rend compte régulièrement de notre activité à travers le pays. Des collectifs se forment dans les départements, dans les entreprises, les localités. Coordonnée par Rolande PERLICAN une équipe anime notre organisation au plan national.

Nous sommes en majorité des ouvriers(e) et des employés(e). Nous comptons également de nombreux étudiants(es), enseignants(es), chercheurs(ses),... Celles et ceux qui nous rejoignent n'ont aucune illusion à l'égard des partis de droite comme des partis de gauche. Quelle soit conduite par la droite ou par la gauche plurielle la politique actuelle est au service du capital.

« L'histoire de toute société est l'histoire de luttes de classes » écrivaient déjà en 1.848 Marx et Engels dans le « Manifeste du Parti communiste ». Les événements qui se sont succédés depuis ont bien modifié le monde et la vie des hommes. Les fantastiques progrès scientifiques et techniques ont bouleversés les connaissances et accru les possibilités de répondre aux aspirations de l'humanité. **Mais ce qui demeure c'est l'exploitation capitaliste qui s'est considérablement aggravée . La seule barrière contre elle c'est la lutte.** Hier comme aujourd'hui aucun aménagement n'est possible entre exploités et exploités. La lutte des classes est présente partout.

Dans cette lutte contre le capital « COMMUNISTES » entend tenir toute sa place. C'est **sa** principale raison d'être.

Nous vous parlerons plus longuement de « COMMUNISTES » dans les pages suivantes, mais sachez déjà qu'il vous est possible de nous contacter, de nous rencontrer et bien sûr d'agir avec nous et d'adhérer à notre organisation.

En nous gardant d'avoir réponse à tout, nous allons maintenant vous faire connaître notre point de vue sur la lutte de classes qui se mène en France mais aussi en Europe et dans le monde.

Nous aurions aimé aborder bien d'autres questions. Cette brochure, fruit d'un travail collectif, est notre première contribution à la réflexion et à l'action de celles et ceux qui luttent contre le capitalisme. Nous souhaitons engager avec vous un dialogue qui, nous en sommes certain, sera fructueux.

Le collectif national

13 mai 2000- « COMMUNISTES » est créé

Le 13 MAI 2.000 à l'issue d'une réunion présidée par Gérard SIX ouvrier métallurgiste à l'usine Renault de DOUAI dans le NORD, 109 camarades signaient une **déclaration** : EXTRAIT

« Le 30^{ème} congrès du PCF a confirmé que ce parti a renoncé à la lutte des classes et qu'il s'est enfoncé dans la gestion du capitalisme. Il n'existe plus en France de parti révolutionnaire. Un coup sévère a été porté au peuple français.

...Il faut une organisation politique révolutionnaire moderne, ancrée dans la réalité d'aujourd'hui. C'est pourquoi nous créons une structure répondant à cette nécessité. Nous l'appelons « COMMUNISTES » du nom de notre journal.

Celles et ceux qui attendent cet outil au service du peuple représentent une force importante. Nous leur disons : « **Ensemble dans l'action, étape par étape construisons « COMMUNISTES ».**

Pour un parti révolutionnaire

Rolande PERLICAN coordinatrice de notre organisation, a été sénateur de Paris et conseillère du 14^{ème} Arrt. Elle a quitté le PCF dont elle a été membre du Comité National pendant 20 ans.

Extraits de sa déclaration prononcée devant le 30^{ème} congrès du PCF en mars 2000.

... Depuis maintenant plusieurs années je combats la politique qu'impulse la direction du PCF. Force m'est de constater que ce parti avec le PS, la Gauche plurielle et le gouvernement Jospin, va continuer dans la même voie, celle de la mise en œuvre de la politique du capital contre le peuple.

... Je n'ai pas l'intention de participer à l'installation d'une tendance « de gauche » dans ce parti. Le faire reviendrait à s'engager dans une impasse...

Je suis communiste et je reste communiste. Ce parti ne l'est plus, je m'en vais.

Je suis certaine que les camarades qui veulent un parti révolutionnaire de lutte au service du peuple me comprendront. Nous sommes déjà des milliers qui agissons pour que ce parti existe, pour qu'il réponde aux attentes de celles et ceux qui luttent, qui aspirent à de réels changements. Nous représentons dans le pays une force importante qui pèsera sur le cours des choses...

L'écart s'accroît dans le monde entre les riches et les pauvres

- * 6% de la consommation mondiale est le fait de 20% des plus riches mais les 20% les plus pauvres n'en consomment que 1%.
- * Les trois personnes les plus riches possèdent plus que la production annuelle (PIB) des 48 pays les plus pauvres.
- * Un être humain sur cinq (1,4 milliards sur 6) « vit » avec moins de 6,50 F. par jour.
- * Les USA ont 270 millions d'habitants. 45 millions d'entre eux vivent au dessous du seuil de pauvreté, 40 millions sont sans couverture sociale, 52 millions sont illettrés, 30 millions ne mangent pas à leur faim.
- * Dans plus de 80 pays le niveau de vie régresse, le revenu par tête y est inférieur à celui d'il y a 10 ans.
- * Chaque année un million de personnes meurent au travail.
- * En 20 ans le nombre d'africains sous alimentés est passé de 103 à 215 millions et la consommation par habitant a reculé de 230% depuis 1980.

LE CAPITALISME EST INCAPABLE DE RESOUDRE LES PROBLEMES POSES A L'HUMANITE

D'énormes progrès - une misère gigantesque

Note époque est marquée par le développement rapide des forces productives. Elle connaît un formidable bond en avant de la production, du progrès scientifique et technique.

La population mondiale (6 milliards d'habitants) a triplé en 70 ans, cela ne s'était jamais vu.

Matériellement et techniquement il est désormais possible d'en finir avec tous les grands fléaux, dont souffre l'humanité, de vivre mieux et plus longtemps, de permettre à tous les peuples d'accéder à l'instruction...

Or, malgré ces atouts majeurs 2/3 des humains vivent l'enfoncement dans une misère sans issue, un sur deux vit (ou plutôt survit) avec moins de 12 f. par jour. La maladie terrasse des millions d'entre eux. Tous les secteurs de la vie sociale sont touchés : la santé, l'éducation, le logement... A côté d'un chômage massif, il y a la surexploitation de ceux qui travaillent, le travail des enfants...

Dans les pays capitalistes développés c'est le chômage, c'est la baisse du pouvoir d'achat, les attaques contre les systèmes de protection sociale, contre les retraites. C'est l'accroissement du travail précaire et de la flexibilité. L'exclusion, la misère frappent une part croissante de la population. On compte en France 8 millions de pauvres, 35 millions aux Etats-Unis.

Les techniques peuvent être outil de libération comme outil d'exploitation

ou même de destruction. Cela dépend de qui en détient la maîtrise, de ceux qui détiennent les moyens financiers. Laisser de tels moyens aux capitalistes c'est leur laisser les mains libres pour les utiliser au profit du capital et non au profit des hommes.

La capitalisme un frein au développement de l'humanité

De nos jours, des possibilités gigantesques de développement économique, scientifique, culturel... sont bloquées par le capitalisme. A quoi bon par exemple investir dans une recherche scientifique qui ne rapportera pas le profit escompté ? A quoi bon investir en Afrique pour développer l'éducation, garantir la santé ?... Rhône Poulenc a refusé de développer un médicament destiné à combattre une maladie endémique des pays tropicaux, pour cause de non rentabilité (population non solvable). Tous les chiffres confirment l'effondrement sanitaire du continent africain aspiré par la spirale du sous-développement et la dictature exercée par les anciennes métropoles coloniales. **Un exemple** : en 1993, dans la zone franc, la dévaluation du CFA décidée par la Banque mondiale et imposée par Paris s'accompagnait d'un doublement du prix des médicaments et du matériel hospitalier et, six mois plus tard, les importations de produits pharmaceutiques chutaient très exactement de 49% pour l'ensemble des pays concernés. Dans le même temps, de 1990 à 1996, le Chiffre d'affaires des entreprises pharmaceutiques américaines passait de 110 à 175 milliards de F.

Des capitaux énormes qui ne sont pas investis dans le secteur productif jugé pas assez « rentable », affluent chaque jour dans le secteur spéculatif. **Dans les principales places boursières du monde, les échanges financiers spéculatifs sont 70 fois supérieurs aux échanges commerciaux réels.**

Dans le monde plus de 6000 milliards de F. (l'équivalent des 2/3 du PIB de la France) (1) ne sont pas investis dans la production. Ils ne servent qu'à spéculer, qu'à alimenter une bulle financière qui craque parfois comme on l'a vu récemment en Asie.

Quelle réponse cinglante à ceux qui osent affirmer que le système capitaliste est la seule réponse positive aux grands problèmes de notre temps !

(1) P.I.B. : Production Intérieure Brute. C'est la valeur des richesses produites annuellement par un pays. Le P.I.B. de la France est de 9.000 milliards de F.

EN FRANCE, QUELLE SITUATION ?

ANNEES RECORDS, BENEFICES FORMIDABLES

« **1998 année exceptionnelle pour les grands groupes français** » se réjouissait le journal Le Monde.

1999, ça continue, les bénéfices des plus importantes sociétés accentuent leur progression. « **Bénéfices formidables..., année record...** » titre la presse. Les résultats des entreprises françaises sont impressionnantes.

2000 c'est l'euphorie. Au 1^{er} semestre les grands groupes industriels et commerciaux ont réalisé autant de bénéfices que pour toute l'année

1999.TOTAL-FINA-ELF dont les bénéfices ont atteint 50 milliards de f. (en hausse de 127%) veut devenir l'actionnaire de GDF « le plus important après l'Etat ». A quant la mainmise de TOTAL sur GAZ DE France ?

Les résultats d'exploitation donnent une image plus réelle bien qu'encore éloignée de la réalité. Ceux de TOTAL-FINA ont augmenté de 213%, ceux d'ALCATEL de 141%, ceux de PECHINEY de 92%, ceux de CARREFOUR de 36% sur 1999.

En 1992 pas une seule entreprise française cotée en bourse ne dépassait 100 milliards de f. de capitalisation boursière. En 1997, elles étaient 7, en mars 2000 elles sont 16. Les 8 entreprises les plus fortement cotées en bourse valent ensemble l'équivalent du budget national de la France soit près de 2000 milliards de F.

Les patrons ne sont pas malheureux

Le dirigeant de VIVENDI a touché « officiellement » 20 millions de F. en 1999, **sans compter les stock-options qui représentent infiniment plus.** Claude BEBEAR, patron d'AXA et ennemi juré de la Sécurité Sociale a reçu 15 millions (toujours sans compter les stock-options et autres revenus dissimulés). Un tract syndical distribué à l'entreprise DASSAUT-AVIATION d'Argenteuil révèle qu'en 4 ans, de 1997 à 2000, les dividendes de Serge DASSAULT ont augmenté de 465%. La fortune de F. MICHELIN est de 13 milliards, celle de MULLIEZ patron de AUCHAN est de 50 milliards, celle de Mme BETTENCOURT, patronne de L'OREAL est de 127 milliards. **Les grands groupes capitalistes et leurs dirigeants se sont beaucoup enrichis depuis que la Gauche plurielle est au gouvernement. Merci JOSPIN.**

PROFITS PATRONAUX

« La SOCIETE GENERALE est dans le peloton de tête des banques les plus rentables d'Europe » se flatte Daniel BOUTON son président. Et pour cause, son résultat net à augmenté de 85% et atteint la somme de 13 milliards de f. en cette année 99. **Le Crédit Commercial de France** (CCF) dans le secteur bancaire réalise, lui, une hausse de 40% de ses profits. Dans le secteur automobile PSA-PEUGEOT-CITROEN a vu son chiffre d'affaire progresser de 12% et son résultat net est de 5 milliards de f. Les profits de PSA surpassent de 200 millions ceux de l'année précédente. Dans la branche automobile la réduction des coûts salariaux est devenue constante. Ainsi RENAULT a réussi à « économiser » 20 milliards de f. de cette façon malgré le prix de la fusion avec NISSAN qui lui a coûté 15 milliards de F. Dans l'agroalimentaire DANONE annonce une hausse de ses bénéfices de 14% et pour augmenter encore sa rentabilité il a décidé de supprimer 3000 emplois dont 1700 en France.

Pour le 1^{er} semestre 2000, FRANCE-TELECOM affiche un résultat de 25 milliards de F. supérieur de 8 milliards à son bénéfice annuel de 1999, TOTAL-FINA ELF annonce pour l'année 2000 une hausse de 127% de son bénéfice qui atteint 49,85 milliards de F. En 2000 il manque 300 millions à ALCATEL pour atteindre en 6 mois son résultat de l'année 99. Citons encore SAINT-GOBAIN qui a vu son bénéfice augmenter de 15% et des progressions de 20 à 25% pour SCHNEIDER, LAFARGE, CASINO...

PROFITS – PRODUCTIVITÉ – DURÉE DE VIE

Les profits capitalistes progressent, les salariés les paient, la plus tragique des conséquences étant l'inégalité de durée de vie. L'écart grandit pour atteindre 8 à 9 ans entre les professions libérales et les ouvriers et 16 ans pour ceux que l'INSEE classe « inactifs ». C'est dans cette catégorie que sont classés les malades licenciés pour « absence gênant la production ».

A **Renault-Douai** (6000 salariés), en 6 ans, il y a eu 94 décès d'actifs avant 57 ans, dont 11 suicides, 37 cancers, 21 maladies cardio-vasculaires. 94 décès sur une population sélectionnée pour sa bonne santé à l'embauche et après le licenciement de dizaines de malades.

L'étude du professeur Maurice FERRERI sur les dépressions nerveuses montre que les catégories les plus exposées sont les ouvriers et les employés... « On déprime plus quand on est en CDD, quand on travaille irrégulièrement ou de nuit » écrit-il. Un français sur sept renonce à se soigner.

GRANDS MAGASINS

Les patrons des grands magasins affichent une insolente progression de leur chiffre d'affaires grâce au blocage des salaires, à la réduction des droits sociaux et à la multiplication des statuts précaires comme les temps partiels. Les ouvertures tardives et dominicales se multiplient. De plus ils veulent dénoncer les conventions collectives.

Ils s'enrichissent en exploitant le peuple La classe ouvrière et d'une façon générale les salariés produisent toujours plus et profitent de moins en moins des fruits de leur travail.

Chez les salariés, les retraités, les privés d'emploi, le pouvoir d'achat diminue de façon continue. Dans la métallurgie il a baissé de 32% depuis 1980 selon l'indicateur du coût de la vie sur lequel s'est longtemps basée la CGT. Il a reculé de 30% à la Poste et aux Télécommunications, de 36% à la SNCF. Cela représente en moyenne un recul de 1,5% par an. Chez VALEO (équipements pour automobiles) où les profits ont progressé de 30% pour la seule année 2000, la productivité du travail augmente de 5% par an. DANONE a augmenté ses bénéfices de 14% et le groupe l'OREAL de 15% mais dans l'industrie agroalimentaire un salarié(e) sur quatre ne dépasse pas le SMIC, soit 5.609 f. net par mois. Dans le commerce un employé sur deux gagne le SMIC. En France un salarié sur sept, deux femmes sur trois gagnent moins de 5.000 f. par mois.

Dans l'entreprise DASSAULT-AVIATION d'Argenteuil les richesses produites par salarié(e) sont passées de 450.000 F. en 1992 à 700.000 F. en 1999, soit une progression de 155%. Pendant la même période, en se basant sur l'indice INSEE, les salariés ont perdu 11% de leur pouvoir d'achat.

Et pendant ce temps DANONE licencie, ALCATEL supprime 3700 emplois. Encore des licenciements à la BULL, à l'ALSTHOM, dans le secteur bancaire...

Quelle Parité ?

- A travail égal, les salaires des femmes sont inférieurs de 24% à ceux des hommes
- Elles représentent 80% des salariés qui gagnent moins de 5.000 F. par mois
- 48% des femmes sont contraintes à un travail à temps partiel non désiré
- A travail égal, salaire égal, la parité homme – femme c'est d'abord ça

Les retraites aussi : une retraitée du Calvados nous écrit : « voyez mon cas : jusqu'au mois de novembre 1997 la CNAV (caisse nationale d'allocations vieillesse) me versait 5093 F. mensuels. En décembre 97 j'ai dû payer 317,35 f. pour la CSG et le RDS prélevés sur ma retraite. De décembre 97 à décembre 2000, alors que j'aurais dû toucher 175.496 f., j'ai seulement reçu 167.330 f. On m'aura donc retenu 8.166 f. en 3 ans ! Mais en 3 ans la vie a augmenté, donc ma perte de pouvoir d'achat est au moins de 7%. Et je ne parle pas des retraites complémentaires qui subissent les mêmes retenues. Où allons nous ? ».

Chômage- précarité

Officiellement trois millions de travailleurs sont sans emploi. Un million d'entre eux sont des chômeurs de longue durée.

La précarité et la flexibilité deviennent la règle. Depuis 10 ans le nombre d'intérimaires a doublé et celui des CDD a augmenté de 70%. L'Etat est le plus gros employeur de main-d'œuvre précaire : un emploi sur quatre à la Poste, un sur sept dans l'Education Nationale sont des emplois contractuels non titulaires. Le nombre de précaires, intérimaires, salarié(e)s à temps partiel atteint désormais plus de 4 millions de personnes. Le Bureau International du Travail vient d'annoncer que la France compte 8 millions de pauvres. Ils sont combien dans les quartiers populaires ?

La pauvreté, phénomène de jeunes...

...lit-on dans le rapport officiel de l' « Observatoire », un organisme officiel. 5,5% des moins de vingt cinq ans étaient considérés comme pauvres en 1970, ils sont plus de 20% aujourd'hui. Ils sont combien dans les banlieues ouvrières ? Un quart des jeunes qui pourraient travailler est au chômage et le pourcentage s'élève à un tiers pour les jeunes filles. Quant à celles et ceux qui trouvent un travail c'est le plus souvent un CDD ou un emploi d'intérimaire. Trois jeunes sur quatre commencent par un emploi précaire !

Un rapport du Haut Comité de Santé Publique a révélé que pour la première fois la santé des jeunes est moins bonne que celle des générations qui les ont précédées.

Les zones urbaines sensibles (Z.U.S.) comptent plus de cinq millions de personnes dont 45% ont moins de vingt cinq ans. Les dépenses de ces familles sont inférieures de 30% à celle des autres foyers urbains.

Les responsables de cette situation

Ce sont les grandes sociétés financières, les multinationales, les banques... En un mot ce sont les capitalistes. Aucun gouvernement n'a pris contre eux

les mesures qui s'imposaient. En 1981 François MITTERAND était élu président de la République et le Parti Socialiste majoritaire à l'Assemblée Nationale accédait au gouvernement. Dès 1982 il prônait la « rigueur », contre le peuple bien évidemment pendant que les profits capitalistes grandissaient.

Entre 1981 et 1995 le chômage a doublé, les privatisations ont galopé, 550 milliards de F. de biens publics sont tombés dans les poches du capital. De grandes industries comme la sidérurgie ou le textile ont été liquidées. De nombreuses entreprises ont été délocalisées. Cette période c'est celle des premières attaques contre la Sécurité Sociale avec la diminution des remboursements, la création du forfait hospitalier en 1982, la création d'un « budget global » indépassable dans les hôpitaux.

Dès 1984, le socialiste DELEBARRE Ministre du travail fait voter la loi introduisant la flexibilité qui amènera le précarité, les temps partiels en opposition avec le code du travail. En 1990 c'est ROCARD Premier Ministre qui instaure la CSG. En 1993, BEREGOVOY, chef du gouvernement socialiste met fin a contrôle des changes et libère complètement les marchés financiers.

PRIVATISATIONS : LA DROITE COMMENCE, LA GAUCHE CONTINUE

En 1985 l'Etat contrôlait le secteur financier français (banques et assurances), il contrôlait des secteurs clés de l'industrie tels que la sidérurgie, toute la production de l'aluminium, la moitié de celle du verre et de l'automobile, toute la chimie fine, une grande partie de la construction électrique, toute la filière de l'électronique, la moitié de l'informatique, la Poste et les Télécommunications, la production pétrolière, le gaz, l'électricité, les chemins de fer, **le** transport aérien...

FRANÇAIS, IMMIGRES, MEME COMBAT

L'appel à la main d'œuvre étrangère a été une démarche constante du capitalisme français. Pour remplacer le million et demi de français tués pendant la première guerre mondiale les patrons firent venir en quelques années des centaines de milliers de travailleurs étrangers, la plupart originaires d'Europe du Sud et des « colonies » d'Afrique du Nord. Dès 1926 l'usine RENAULT de Billancourt comptait 25000 ouvriers dont 60% d'étrangers. En 1968 sur un effectif de 22500 salariés du 1^{er} collège, 9700 salariés de Billancourt étaient des travailleurs immigrés de 58 nationalités. Depuis l'immigration s'est poursuivie et aujourd'hui plus d'un tiers de la population française descend de ces immigrés. **C'est dire qu'en France la solidarité français immigrés n'est pas un vain mot. Elle s'est construite dans les luttes sociales et anti-colonialistes.**

Alors que notre pays compte trois millions de sansemploi, le patronat recrute des travailleurs étrangers qu'il exploite férocement. Les chantiers de l'Atlantique à St Nazaire ont recruté en Pologne et en Suède. Dans l'Ouest encore, les milieux patronaux se flattent qu'un armateur soit allé chercher des marins pêcheurs aux Philippines, qu'une entreprise agro-alimentaire ait recruté des Hongrois et que ce genre de démarche devienne courant. Un patron du BTP a déclaré au journal « Ouest-France » qu'il allait en Pologne et en Roumanie recruter des gens « motivés ». En Roumanie le salaire moyen est de 800 F. par mois !

La libre circulation des hommes à l'intérieur de la Communauté Européenne élargie donne au patronat toute latitude pour organiser un déplacement des travailleurs sans précédent, pour les mettre en concurrence les uns avec les autres et pour peser bien plus fortement encore sur leurs salaires et leurs conditions de travail. Toutes les catégories de travailleurs sont concernées, ouvriers, techniciens, cadres, employés... En adoptant les textes qui autorisent cela, le gouvernement de la Gauche Plurielle a pris la même position que le patronat.

Les pays pauvres ne doivent plus être utilisés comme des réserves de main d'œuvre au service du capitalisme qui les maintient de force dans la misère et le sous-développement.

Il serait possible de nos jours d'assurer un essor rapide et harmonieux des pays sous-développés en établissant avec eux des relations nouvelles basées sur la coopération et l'aide internationales pour assurer un développement réel.

La maîtrise des flux migratoires passe par un développement équilibré du monde, par la résorption des inégalités entre le « Nord » et le « Sud ». Chaque pas en avant dans cette direction doit être imposé au capitalisme, en France comme partout. Français et immigrés ont le même ennemi. C'est dans leur lutte commune contre lui que leur solidarité s'est forgée et qu'elle se renforcera.

Nous demandons les mêmes droits, les mêmes devoirs que les français, demandons nous pour les travailleurs immigrés établis en France. Nous n'admettons pas qu'ils soient utilisés comme des salariés au rabais, qu'ils soient considérés comme des citoyens de seconde zone. C'est d'ailleurs dans cet esprit que nous demandons que les « sans papiers » voient leur situation régularisée.

1988-1993 : Gouvernement socialiste. Première atteinte aux nationalisations avec l'entrée du capital privé dans ELF-TOTAL-RHONE POULENC, avec la séparation de la poste et des Télécommunications

1993-1997 : Gouvernements de droite. 10 entreprises industrielles et financières vendues au privé.

1997-2001 : Gouvernement « Gauche plurielle ». 200 milliards de cessions d'actifs vendus (100 milliards de plus que sous les gouvernements de droite) soit 9 entreprises industrielles et financières. Ouverture du capital d'AIR-France, de France-Télécoms. Le gouvernement JOSPIN ouvre à la concurrence EDF, GDF, la POSTE, des morceaux de la SNCF sont livrés au privé.

C'est donc la Gauche plurielle qui a engagé cette seconde phase de privatisations. La Droite n'avait pas osé le faire.

Aujourd'hui le poids des entreprises publiques dans l'économie est revenu à ce qu'il était avant-guerre, moins de 5% des salariés y travaillent. Les attaques redoublent contre les soi-disant « nantis », les travailleurs qui bénéficient

encore d'un statut !

Le Gouvernement de la Gauche plurielle aggrave la situation.

Du PS aux verts en passant par le PCF les promesses électorales n'ont pas manqué depuis 1997. 4 années ont passé, quel est le résultat ? Les profits capitalistes ont continué de grimper, par contre la vie est devenue encore plus dure pour le peuple.

Dès 1997 le gouvernement laisse fermer VILVORDE alors qu'il avait les moyens de l'empêcher. En 1999 il laisse MICHELIN supprimer 7500 emplois. Il favorise les regroupements-fusions d'entreprises et de groupes financiers accompagnés de suppressions massives d'emplois. Il commande un rapport sur les retraites qui vise à éliminer le système par répartition et à le remplacer par la capitalisation.

Les cadeaux au patronat sont énormes ; outre les milliards qu'il leur a offert pour financer le passage aux 35 h., il a supprimé en 99 la surtaxe créée par Juppé que les employeurs devaient payer et il les dispense de plus en plus de payer les charges sociales.

C'est le gouvernement de la Gauche Plurielle qui a fait voter une loi autorisant, au nom de l'égalité des sexes, le travail de nuit les femmes.

Depuis 1997 le budget de l'Etat, d'année en année, confirme la réduction des dépenses sociales et octroie de nouveaux cadeaux au patronat (170 milliards en 2001).

UN BUDGET DE RESTRICTIONS SOCIALES

Le budget 2001 a encore réduit les « dépenses sociales » et fait de nouveaux cadeaux au capital. « **C'est un budget établi sur la base des engagements européens** » a dit **JOSPIN**.

D'où proviennent les recettes.

* **Pour 45% elles proviennent de la TVA qui est l'impôt le plus injuste qui soit.** Elle pèse beaucoup plus sur les bas revenus que sur les gros.

* Pour 17% de l'impôt sur le revenu.

* Pour 10% de la TIPP (taxe sur les carburants).

* **L'impôt sur les sociétés n'alimente le budget que pour 12%. Pourtant les grands groupes capitalistes ont déclaré au premier semestre 2000 le double de profits qu'en 1999.**

Des cadeaux au patronat, des sacrifices pour les salariés .

L'éducation, la santé, les transports, les services publics sont sacrifiés. Par contre

protégés par le gouvernement, le patronat et les plus riches bénéficient d'une nouvelle baisse d'impôts.

Rattraper notre pouvoir d'achat.

Le pouvoir d'achat des salariés, des retraités, des sans emploi a reculé de 30% en 20 ans. Le rattraper est une question primordiale. Nous demandons le SMIC à 9000 f. nets et l'augmentation générale des salaires, minimas sociaux et retraites.

Les moyens financiers existent avec ces énormes profits capitalistes et ces fortunes colossales. On peut satisfaire les revendications, faire reculer le chômage, améliorer la qualité de la vie. Mais il faut avoir la volonté de le faire en s'attaquant aux privilèges.

La loi sur l'épargne salariale a été votée à l'Assemblée Nationale par le PS, le PCF et une partie de la droite. Quant au budget de la Sécurité Sociale il porte de plus en plus la marque du désengagement du patronat .

Exemples de cadeaux aux patrons : Le gouvernement de la Gauche plurielle aide le patronat à maintenir les salaires le plus bas possible.

*un patron qui ne verse que le SMIC à un salarié est récompensé par une prime équivalente à deux mois de masse salariale.

*l'impôt sur les sociétés est ramené de 36 à 33% soit un cadeau de 28 milliards.

*120 milliards sont prévus au budget 2001 au titre des allègements des charges sociales patronales.

*le gouvernement vient encore de refuser d'augmenter le SMIC

Quel encouragement à accentuer la pression sur les salaires !

Résultat : les « coûts salariaux » en France sont aujourd'hui parmi les plus bas des pays capitalistes développés. A qualification égale le pouvoir d'achat d'un travailleur français est inférieur de 20% à celui d'un travailleur allemand, de 10% à celui d'un travailleur italien.

A qui profite la loi des 35 h. ?

La réduction de la durée du travail aurait dû se faire sans « modération » ni à plus forte raison sans diminution des salaires, sans introduction de l'annualisation, sans flexibilité, sans remise en cause des acquis.

Le gouvernement a fait une loi favorisant les objectifs de productivité et de rentabilité financière du patronat. Quels sont les résultats actuels ?

La loi des 35 h. ne coûte rien au patronat. La RTT est compensée à raison d'un tiers par des crédits d'état (110 milliards à terme). Elle est compensée par la « modération salariale » (en 1999, 80% des accords conclus comportaient cette clause). Elle est aussi compensée par la mise en place des horaires variables, de la flexibilité et de l'annualisation (en 1999, 50% des accords conclus comportaient cette clause) et par l'augmentation de la productivité. Et quand du personnel est recruté, il s'agit en premier lieu d'emplois précaires, financés en partie avec l'argent des contribuables. Les salaires des nouveaux embauchés sont toujours inférieurs, à

qualification égale, à ceux du personnel en place.

Peut-on s'étonner que des luttes nombreuses se soient déroulées et se déroulent contre l'application patronale de la RTT ?

LA « REFONDATION » DU MEDEF

La « refondation sociale » que le MEDEF voudrait nous imposer est la pièce maîtresse de l'attaque du capitalisme contre notre niveau de vie, nos droits, nos libertés. Le patronat veut remodeler à son avantage toute la société française, modifier tous les rapports sociaux.

En vingt ans la part des salaires a baissé considérablement par rapport aux profits. Elle a diminué de 10 points pendant que la productivité du travail augmentait de 50% !

Pour le MEDEF c'est insuffisant. Alors que la richesse nationale augmente sans cesse, le patronat veut toujours plus. Pour lui, les gains de productivité ne doivent servir ni à augmenter les salaires ni les retraites, ni à réduire le temps de travail. Il veut en réserver la totalité aux profits.

Ce n'est pas par hasard que le MEDEF utilise si abondamment le terme « coût du travail ». Le travail seul créateur de richesses se réduit pour lui à un « coût » qu'il faut toujours abaisser pour que les profits grandissent. Salaires et retraites, indemnités des chômeurs, Sécurité sociale, statuts et conventions collectives, enseignement et formation... c'est à tout cela que le patronat s'attaque avec tant de violence, **à tout ce qui constitue le salaire social du travailleur.**

« Entrez dans notre réflexion et nous réglerons ensemble les problèmes » a proposé SEILLERE aux syndicats, tout en se félicitant qu'il existe dans le syndicalisme français un fort courant « réformateur » avec lequel le patronat travaille.

L'action grandit contre cette politique. Le patronat redoute son extension. Il a un besoin absolu d'organisations syndicales qui se comportent comme les auxiliaires de la mise en œuvre de ses orientations. Celles-ci devraient accepter sa vision d'un monde borné par le seul horizon du capitalisme et devraient accepter les conséquences négatives imposées aux salariés. Pour le MEDEF la négociation n'est conçue que comme le moyen de faire avaliser ses projets par les organisations syndicales.

Le MEDEF rêve de salariés et d'organisations syndicales acquis à la collaboration de classe. Le syndicalisme « partenaire », participant à la « gestion » des entreprises... Les garanties collectives remplacées par l'« individualisation » des salaires et des droits... la précarité de l'emploi devenant la règle... Il rêve d'installer en France cette alliance contre nature qu'est l'association du capital et du travail. C'est cela l'enjeu de la refondation sociale.

L'OPPOSITION GAUCHE DROITE, UNE FAUSSE OPPOSITION

On l'a vu la Gauche Plurielle et la Droite ont des positions proches sur toutes les grandes questions. Elles sont sur le même navire, veulent aller au même endroit, c'est à qui tiendra le gouvernail. Plus leur politique est semblable sur le fond et plus elles cherchent à se différencier artificiellement. Partout, au plan national comme au niveau de la commune, au niveau d'une région comme d'un département, Droite et Gauche Plurielle s'affrontent verbalement mais ça ne va pas plus loin. **Ni les uns ni les autres ne remettent en cause le capitalisme.**

En l'absence d'un parti révolutionnaire la vie politique est structurée en deux grands camps qui se disputent le pouvoir et se succèdent sans que l'orientation politique ne change. L'alternance des gouvernements de Droite et de Gauche est sans risque pour le patronat. L'illusion de changement peut même permettre de canaliser un temps le mécontentement.

Les citoyens n'ont le choix qu'entre deux variantes de la même politique. Aussi l'abstention grandit d'élection en élection, en particulier dans les quartiers populaires. Des votes sont dévoyés. L'extrême droite conserve les bases politiques qui sont à l'origine de son existence.

« Le PS avec le PCF et la Gauche plurielle vont continuer dans la même voie que leurs prédécesseurs » écrivions nous dans « COMMUNISTES » dès l'arrivée du ministre JOSPIN. quatre ans de gouvernement de la Gauche plurielle ont confirmé ce que nous disions.

UNE AUTRE POLITIQUE EST POSSIBLE

Le but de « COMMUNISTES » :

Ni en France ni ailleurs ce régime ne peut apporter de solution positive aux grandes questions que pose le développement de l'humanité.

Nous voulons lutter pied à pied pour mettre en échec les attaques conjointes du patronat et du gouvernement.

Rassemblons nous, luttons ensemble pour les repousser. Nous sommes le nombre, unis nous représentons une force considérable. Si nous nous unissons, nous avons les moyens de gagner. Ce qui fera bouger les choses c'est l'action. L'action pour repousser les attaques du capital et du gouvernement, l'action pour imposer de nouvelles revendications, obtenir de nouveaux droits, l'action pour vivre dignement de son travail.

En 1936, en 1945, en 1968, de grandes luttes se traduisirent par la conquête d'avantages sociaux considérables. Pendant l'hiver 1995, la droite était au gouvernement et JUPPE s'était attaqué à la retraite des cheminots. La riposte unie a été d'une puissance telle qu'il a dû reculer. Aujourd'hui c'est par des luttes très fortes que nous ferons reculer le MEDEF et le gouvernement. Pour cela les travailleurs ont un besoin impérieux d'un syndicalisme de classe qui lutte avec eux, qui appelle à des actions d'ampleur. Ils ont aussi besoin de pouvoir compter sur une organisation politique. Nous avons créé « COMMUNISTES » dans ce but.

« La situation ne nous permet pas de faire autre chose » disent les représentants de la Gauche Plurielle. Sinistre constatation qui nous condamnerait si elle était juste, à subir sans riposter les attaques du capital. On voit où cela nous conduirait.

Nous affirmons qu'en France les moyens existent pour engager une grande politique sociale.

Dans notre pays il y a d'énormes profits capitalistes, des fortunes colossales (Mme BETTANCOURT, 127 milliards !). Le gouvernement annonce régulièrement la progression de la croissance économique mais ce sont les financiers qui l'accaparent. Le grand patronat n'a qu'un objectif : produire plus au moindre coût avec moins d'emplois. Le développement technique, la recherche, la formation ne sont développés que dans la mesure où ils sont une source de profits.

Pour faire une politique dans l'intérêt de la classe ouvrière et du peuple, il faut en avoir la volonté, il faut s'attaquer aux capitalistes, il faut « faire payer les riches » comme on disait en 1936.

LE MEDEF VEUT TOUT PRIVATISER

« La logique de l'économie nationale est incompatible avec les acquis sociaux et la sécurité souhaitée par les salariés ». Cette déclaration de KESSLER, n°2 du MEDEF a le mérite d'être claire. Le patronat veut remodeler toute la société française, il veut modifier les rapports sociaux de fond en comble.

2 EXEMPLES :

Le MEDEF veut privatiser la Sécurité sociale.

Le MEDEF veut mettre en concurrence la Sécurité sociale et les assurances privées, d'abord pour l'indemnisation des accidents du travail. AXA est sur les rangs ; premier groupe mondial de l'assurance il gère 6000 milliards de F. Avec 2000 milliards de F., le budget de la Sécurité sociale excite son appétit !

Que fait le gouvernement ?

*** Il diminue les remboursements, ferme des hôpitaux etc...Il suit les directives européennes qui veulent une réduction sévère des dépenses sociales et la privatisation de la Sécurité sociale.**

* En 1980 la part des cotisations patronales dans le financement de la Sécurité sociale était de 50%. En 2000 elle n'est plus que de 35%. Dans la même période la part des cotisations des salariés est passée de 16% à 25%

* La CSG finançait 5% du budget de la Sécurité sociale en 97. En 98 elle en finançait 14% et en 2000, 20%.

*** Le taux moyen de remboursement de l'assurance maladie est devenu un des plus bas d'Europe**

RENOVER ET DEMOCRATISER LA PROTECTION SOCIALE

A notre époque il est normal d'assurer les moyens à tous de se soigner, de bénéficier des progrès de la médecine.

Pour cela il faut :

***Porter la part des cotisations patronales à 50%, c'est à dire à leur niveau de 1980**

***Taxer les revenus financiers des entreprises et des particuliers**

***Elire au suffrage universel les représentants des assurés sociaux, UNEDIC comprise**

***réduire le nombre de sièges attribués au patronat qui est sureprésenté.**

LA JUSTICE PAS LA CHARITÉ !

Depuis le premier janvier 2000 six millions de personnes soit 10% de la population bénéficient de la C.M.U. (Couverture Maladie Universelle). Y ont droit celles et ceux dont les ressources sont inférieures à 3.500 F. On ne sera pas surpris d' apprendre que 54% des bénéficiaires ont moins de 30 ans dans ce pays où la jeunesse représente plus de 25% des sans-emploi.

La C.M.U. coûte 9 milliards par an, qui la paie ? Ce n'est pas Mme BETTENCOURT de l'OREAL, dont la fortune personnelle s'élève à 127 milliards. Ce ne sont pas les grands groupes capitalistes dont les profits se comptent en centaines de milliards. Ce sont pourtant eux les responsables du chômage et des bas salaires, qui veulent mettre la main sur la sécurité sociale pour la privatiser.

Comme pour la CSG et le RDS, ce sont une fois de plus les contribuables qui paient et c'est pour les plus pauvres que la contribution est la plus dure. Quant aux capitalistes responsables de cette situation, ils sont exemptés une fois de plus.

Le président de la CNAMTS (Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés) le dit lui-même : « Ce sont les remboursements progressifs qui ont rendu la C.M.U. nécessaire ». Joelle, quarante deux ans écrit à une revue mutualiste : « cela fait trois ans que je galère et aujourd'hui je ne touche plus rien de l'Assedic. La C.M.U. c'est bien, mais quand même ce sont ceux qui en ont vraiment les moyens qui devraient financer ».

LE MEDEF VEUT PRIVATISER LES RETRAITES

Le patronat veut modifier complètement notre système de retraites. Il veut installer en France la retraite individuelle payée par les salariés comme on paie une assurance vie.

En février 2000, le Président du MEDEF, A. SEILLERE, était invité au grand jury de RTL-LE MONDE. S'il n'a pas dévoilé toutes ses intentions, il en a dit assez pour que nous soyons prévenus : **« on peut mettre en place un système construit autour de la prolongation de la durée de la cotisation et de la capitalisation »**

Si nous laissons faire, c'est le système par capitalisation, c'est « l'épargne financière » individuelle gérée unilatéralement par les compagnies d'assurances et les banques qui disposeraient ainsi avec l'argent des retraités d'un volant de 1200 milliards par an (c'est le montant des retraites) pour spéculer avec notre argent.

En France où 3,5 millions de personnes dont 80% de femmes travaillent pour un salaire inférieur à 5000 F., combien de salariés pourraient avec ce système se constituer une retraite décente ?

Si nous laissons faire ce serait un retour en arrière d'un siècle..

SEILLERE qui a dit-il « la responsabilité de mener la bataille économique européenne » insulte les fonctionnaires capables de bloquer les services publics et qui en sont restés à 37 ans ½ de cotisation pour la retraite. « Cette inégalité est un véritable scandale » dit-il. Il se félicite que la retraite soit à 67 ans au DANEMARK, 65 ans en Allemagne et en ANGLETERRE, 62 ans en Espagne, 61 ans en Italie. **Mais où est l'Europe sociale dont parle à la « Gauche plurielle ?**

Ne tombons pas dans le piège du patronat et du gouvernement qui opposent le secteur privé au secteur public Les salariés du public ne sont pas des privilégiés, ce sont les salariés du privé qui ont subi un recul social très grave concernant leurs retraites.

Que fait le gouvernement ?

JOSPIN s'appuie sur les rapports CHARPIN et TEULADE qui proposent d'allonger la durée des cotisations et d'instaurer des fonds de pension.

Il veut remettre en cause les régimes actuels qu'ils soient privés ou publics. Dans l'immédiat il veut aligner le secteur public sur le privé.

L'allongement de la durée de la vie les progrès de la médecine ne doivent pas servir d'argument pour justifier des mesures rétrogrades. De nos jours il est économiquement possible de répondre positivement aux questions sociales de notre temps. Les profits réalisés par le patronat sont considérables, ils doivent être utilisés pour cela.

Continuons l'action, pour mettre en échec les attaques du MEDEF et du gouvernement contre la retraite à 60 ans à taux plein.

Il faut revenir aux 37,5 années de cotisations ouvrant le droit à la retraite à taux plein dont le montant doit être calculé, à nouveau sur les 10 meilleurs années.

Les retraites doivent être augmentées. Elles ont perdu 32% de leur pouvoir d'achat depuis 1981.

Les régimes particuliers doivent être maintenus et améliorés.

La productivité du travail s'est accrue considérablement et continue de s'accroître, les conditions de travail se dégradent mais les profits capitalistes battent des records. Il faut abaisser l'âge de la retraite à 55 ans pour tous.

L'EUROPE

UNION EUROPÉENNE : DE QUOI S'AGIT-IL ? QUI EST AUX COMMANDES ?

Référons nous encore au Manifeste du Parti Communiste de MARX-ENGELS. « **La bourgeoisie supprime de plus en plus la dispersion des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans un petit nombre de mains. La conséquence nécessaire de ces changements a été la centralisation politique...** » On est impressionné par l'actualité et la justesse politique de ce passage écrit en 1847. Nous sommes loin des déclarations ronflantes des dirigeants politiques d'aujourd'hui sur le rapprochement des peuples, l'élévation de leur bien être, la garantie de leur indépendance et de leur liberté etc...

Dans cette Europe qui est aux commandes ? Consultez la liste des grands groupes financiers capitalistes qui ont la mainmise sur l'Union Européenne. Ils sont tous là : allemands, français, britanniques, italiens, du Bénélux... Ils ne sont pas seuls, on y rencontre aussi des américains, des japonais, des coréens et bien d'autres. A terme l'Union Européenne regrouperait 30 pays et 600 millions d'habitants.

Jetons un coup d'œil sur le chiffre d'affaires de quelques entreprises européennes. **L'Union Européenne compte 64 des 200 plus grandes firmes mondiales soit presque autant que les Etats-Unis et deux fois plus que le Japon.**

Fusions- acquisitions

Depuis 1998 l'Europe mène le bal des fusions acquisitions. Pour le seul premier trimestre 1999 leur montant s'est élevé à 1.470 milliards de F. (85 % du budget français). On y retrouve les mêmes grands groupes capitalistes qui mènent le jeu. L'OPA (offre publique d'achat) lancées par la société britannique VOLDAFONE sur l'allemande MANNESMAN est emblématique de cet emballement européen. C'est la plus importante opération de fusion et acquisition jamais réalisée jusque là, elle atteint 1036 milliards de F. La liste des privatisations récemment réalisées ou qui vont l'être est impressionnante. En France EDF, GDF, La POSTE, la SNCF sont sur la sellette et ce n'est pas terminé.

Cette Europe c'est le renforcement extraordinaire du capitalisme dans cette région du monde. Elle ne peut donc se construire qu'au détriment des

peuples qui la composent. Président de la Commission Européenne, Romano PRODI a déclaré au Figaro en février 2001 : « Nous devons accélérer notre progression vers un marché financier européen pleinement intégré. Les différentes réglementations nationales continuent de compliquer la mobilisation de capitaux et d'en accroître le coût... Mon ambition est de faire de l'Europe l'endroit du monde où il sera le plus facile d'exercer une activité économique (lisez : une activité capitaliste).

Social : l'alignement par le bas

Une Europe qui compte 65 millions de pauvres et 16 millions de chômeurs a-t-elle le droit de se poser en championne de la justice sociale et de la solidarité ? Dans cette Europe où les profits battent des records, l'exploitation capitaliste s'est énormément renforcée. C'est la fermeture d'entreprises, la suppression de centaines de milliers d'emplois, le développement de la précarité du travail, la casse des statuts et des conventions collectives, la réduction drastique des dépenses publiques et sociales, le recul des acquis sociaux, le recul de la souveraineté nationale.

CHIFFRE D'AFFAIRES 1998 (EN FRANCS) DE QUELQUES ENTREPRISES EUROPÉENNES

Agro-alimentaire : DIAGEO (G.B.) 117 milliards - DANONE (F.) 85 milliards

Bâtiment et Travaux publics : BOUYGUES (F.) 97 milliards - SKEMSKA (Suède) 47,5 milliards

Automobile : DAIMLER-CHRYSLER (All.) 870,5 milliards - FIAT (I.) 318,5 milliards -
RENAULT (F.) 243,9 milliards

Chimie : BASF (All.) 181 milliards - RHONE POULENC (F.) 86,5 milliards

Distribution : METRO (All.) 329 milliards - INTERMARCHE (F.) 245 milliards -
TESCO (G.B.) 181,5 milliards - CARREFOUR (F.) 179,8 milliards

Energie : EDF (F.) 185 milliards - ENEL (It.) 129,5 milliards

Télécommunications : DEUTSCHE TELEKOM (All.) 234,5 milliards - BRITISCH
TELECOM (G.B.) 178 milliards - FRANCE TELECOM (F.) 161 milliards

Transports : SNCF (F.) 203 milliards - DEUTSCHE-BAHN (All.) 101,5 milliards

Dans chaque pays le patronat raconte aux salariés que le « coût du travail » doit baisser encore pour que l'entreprise soit « compétitive ». Le moyen c'est le nivellement par le bas des salaires et des législations sociales, la casse des statuts... Partout les patrons demandent aux travailleurs de « faire des sacrifices » sinon...

Cette Europe là c'est la privatisation programmée de tous les secteurs, la

marchandisation des grands services publics comme la Santé, l'Enseignement Supérieur, la Recherche

Libre circulation des capitaux, flexibilité des travailleurs

Qu'en est-il de la « libre circulation des capitaux et des hommes » qui nous est présentée comme un grand progrès démocratique ? Les capitaux qui circulent sans entrave, se fixent là où le taux de profit qu'on peut en retirer est le plus élevé. **D'où une spéculation financière effrénée, d'où l'arrêt de centaines de productions, d'où les délocalisations, les fusions-concentrations, les privatisations...**

La « libre » circulation des hommes permet leur « utilisation » là où le capital peut le mieux les exploiter. La « libre » circulation des hommes c'est la mise en concurrence des salariés sur un « marché du travail européen » portée à un niveau jamais atteint. **Le patronat a ainsi mis en place un moyen de pression énorme sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail.**

La disparition des monnaies nationales va favoriser ces opérations et l'EURO va accélérer la construction de la communauté Européenne.

L'Europe militaire

L'Union Européenne se veut une puissance militaire. Le corps militaire européen de réaction rapide comptera 100.000 hommes, 400 avions de combat et 100 bâtiments de la marine. La fabrication d'armements militaires est une énorme source de profits pour les groupes capitalistes (ex : sur un chiffre d'affaires de 22,5 milliards de F. DASSAULT- AVIATION et ELECTRONIQUE en a réalisé 14,65 par la vente d'armements). Javier SOLANA secrétaire général de l'OTAN pendant la guerre en YOUGOSLAVIE est le ministre de la défense de l'Union Européenne. Il a pour tâche d'unifier les forces armées et d'amener les pays à augmenter leur budget militaire (celui de la France est de 245 milliards). En juillet 2000 il a signé avec son successeur à la tête de l'OTAN un accord qui prévoit que le parlement européen n'aura plus accès aux documents de défense européenne.

Les gouvernements de gauche allemands et français ont annoncé il y a deux ans, la naissance d'EADS, fusion d'AEROSPATIALE-MATRA et DASA. C'est un groupe géant, en pointe pour les hélicoptères, avions de combat, avions de transport de troupes, missiles et satellites espions. Cette fusion se traduit par une privatisation dans le secteur aéronautique puisque l'Etat français ne contrôlera que 15% du nouveau groupe. JOSPIN approuve chaleureusement : « il n'est pas possible que les industries de secteurs aussi stratégiques que l'aéronautique et la défense restent divisées » a-t-il déclaré lors de l'annonce de cette fusion. Ce qui se traduit en France par la liquidation de notre défense nationale et la fermeture des établissements (nationalisés ceux-là !) chargés de l'équiper.

Les dirigeants européens jugent cette « Euro-Armée » indispensable pour assurer encore plus leur présence quand il s'agit de déstabiliser certains pays, d'y faire régner l'ordre capitaliste, de s'emparer de leurs ressources. La YOUGOSLAVIE dépecée, l'AFRIQUE pillée... les exemples abondent. Indispensable également pour intervenir demain s'il en était besoin contre les travailleurs de cette Europe en

lutte.

L'Europe Politique

Le pouvoir économique et le pouvoir militaire sont entre les mains des grands groupes capitalistes. Bien évidemment il en est de même du pouvoir politique.

Déjà 80% des textes qui régissent notre pays émanent de l'Union Européenne qui peut prendre des sanctions quand un état ne les applique pas. C'est une directive européenne qui précise que le déficit budgétaire d'un état doit être inférieur à 3%, que les dépenses publiques et sociales doivent être réduites, que la pénétration du secteur privé dans le public doit être assurée etc...

Cette Europe est engagée dans une logique d'intégration appelée à couvrir de plus en plus de domaines jusqu'à tout recouvrir. Le pouvoir d'institutions européennes comme la commission de Bruxelles se substitue de plus en plus à la souveraineté nationale. Le traité de MAASTRICHT en 1992, le Pacte de stabilité en 1997, le traité d'Amsterdam en 1999 ont fixé le cadre de l'intégration capitaliste européenne. D'un « sommet » à l'autre, les chefs d'Etat de la Communauté Européenne avancent dans ce sens. C'est ainsi qu'en 2000 à NICE, le renforcement des institutions et l'entrée prochaine de quinze nouveaux pays ont été décidés.

Alternance Gauche-Droite

C'est cette politique que mettent en œuvre les gouvernements en place qu'ils soient de droite ou de gauche. L'anglais BLAIR est socialiste, l'allemand SCHROEDER est socialiste, l'espagnol AZNAR est de droite, où est la différence ? CHIRAC et JOSPIN sont d'accord pour « parler d'une seule voix » à propos de l'Europe (à propos d'autres questions aussi). Les uns et les autres, chacun à sa façon, sont **de chauds** partisans de l'unification de cette Europe sous la houlette du capital. Fin 2000 le gouvernement a fait voter par le parlement français une loi l'autorisant à transposer par ordonnances soixante directives européennes !

La généralisation de ce système d'alternance passe par l'intégration du mouvement ouvrier, la liquidation des partis révolutionnaires. En l'absence de parti communistes forts, ce système était déjà en place en Grande - Bretagne ou en Allemagne. Il s'est développé en France ou en Italie après la liquidation des partis révolutionnaires.

Le danger de l'extrême droite

Enfin, pour détourner le mécontentement populaire, le Capital dispose aussi de l'extrême-droite qui représente un grave danger à l'échelle de l'Europe. Par le biais d'alliances elle est au pouvoir en Autriche et aux portes du gouvernement en Italie. Elle prospère sur la misère et sur l'absence de perspectives. En Belgique dans un pays éclaté, elle attire les voix de protestation au point d'être la première force à Anvers. En RDA, le fort chômage consécutif à l'annexion par la RFA a provoqué dans une jeunesse désorientée un regain de nazisme.

NATIONS : DISPARITION PROGRAMMÉE

Un grand objectif politique de ceux qui construisent cette Europe, c'est la disparition des états nationaux. **Il est déjà envisagé que la France soit divisée en sept ou huit provinces dépendant uniquement du pouvoir, européen.** Les conditions ne sont pas encore réunies pour cela estime-t-on à Bruxelles et à Paris mais le projet est prêt. Même chose au sujet des communes : **Un rapport du socialiste MAUROY est explicite : « d'ici dix à quinze ans, la France composée de 36000 communes pourrait être organisée autour de 3500 seulement, 130 communautés d'agglomérations et 20 communautés urbaines ».** Ce rapport note que la France est en retard puisque d'autres pays européens ont déjà réduit le nombre de communes de 40% voire de 80%. **Les communes devraient être dessaisies des questions les plus importantes, l'équipement, l'urbanisme, le logement, les services publics...** MAUROY propose que des fonds européens spéciaux soient affectés aux syndicats de communes qui s'engageront dans cette voie sous l'autorité de la région.

UN REMPART CONTRE LES USA ?

On nous présentent cette Europe comme un rempart contre l'emprise américaine. C'est faux ! **L'Europe est là pour les groupes transnationaux, quelle que soit leur origine.** Certes la concurrence entre l'Europe et les Etats-Unis est vive, elle se manifeste par des absorptions, des prises de participation , des fusions, des regroupements mais **le capitalisme est de plus en plus cosmopolite. Ce mouvement s'accélère partout, particulièrement dans l'Union Européenne.** On l'a vu cela ne se fait pas sans accroître la concurrence, sans exacerber les rivalités. Mais quand il s'agit d'exploiter les peuples et de les maintenir sous leur domination les intérêts de classe passent avant tout.

Les capitalistes savent d'expérience que la contradiction fondamentale de la société est entre les exploités et leurs exploités, entre le capital et le travail.

LA GUERRE IDÉOLOGIQUE

Si les salariés pouvaient approuver ce que fait le patronat ! Celui-ci déploie une propagande énorme dans l'espoir de les rallier à ses projets. Il contrôle pratiquement tous les médias, télévisions, radios, presse écrite etc... Les arguments favorables à l'Europe capitaliste y sont martelés, les opinions contraires sont combattues, tronquées. Les organisations syndicales sont soumises à de très fortes pressions. La Confédération Européenne des Syndicats (CES) se comporte comme le relais de thèmes patronaux et sociaux-démocrates Le syndicalisme de classe est fortement combattu.

DIRE NON, TROIS FOIS NON !

Les gouvernements de Gauche ou de Droite réalisent l'intégration européenne. Même si leurs discours varient pour donner le change. En 1992, alors que 49% des électeurs ont disaient NON au traité de MAASTRICHT, la droite et le PS disaient OUI. Aujourd'hui aucun des grands partis de la Gauche Plurielle ne dit NON à cette Europe. Laisser espérer comme ils le font que du « social » pourrait sortir de sa construction, c'est répandre des illusions. C'est dire OUI en ayant l'air de dire NON. La droite et le gouvernement de la Gauche Plurielle

ont approuvé le Pacte de Stabilité et le Traité d'Amsterdam qui dictent les budgets nationaux et organisent la casse des services publics. Aucune politique de progrès n'est possible sans mettre en cause l'Europe telle qu'elle se construit au profit du capital. **Ne pas combattre résolument cette Europe, s'inscrire de quelque façon que ce soit dans sa construction, c'est au bout du compte, laisser les mains libres aux capitalistes.**

Commençons par dire non. Chaque pas en avant sera le résultat d'une lutte. Laisser à penser le contraire, **sous-estimer la profondeur de l'opération capitaliste qui se réalise, c'est créer des illusions, c'est s'opposer au développement des luttes.**

SEULS LES PEUPLES

C'est parce que nous avons une tout autre vision de notre continent que nous rejetons cette « Europe Unie » qui se construit sous la houlette des capitalistes

Seuls les peuples pourront imposer par leur lutte le développement des nations européennes, sur une base qui ne sera plus la recherche du profit, mais le progrès social, l'augmentation du niveau de vie, le plein emploi et le développement économique et social, une coopération internationale profitable aux peuples.

Lutter avec « COMMUNISTES »

Les intérêts des salariés des pays européens convergents. Dans chaque pays des luttes se développent luttes sociales mais aussi résistance politique.

Pour mener ce combat, l'existence d'une organisation révolutionnaire comme « COMMUNISTES » est indispensable dans notre pays. « COMMUNISTES » veut faire la clarté sur cette Europe. Nous prenons des initiatives pour que des luttes se développent en France et puissent déboucher sur des actions convergentes en Europe.

MONDIALISATION CAPITALISTE

On nous la présente comme un phénomène naturel, une sorte de fatalité sur laquelle les hommes n'auraient pas prise. Voyons ce qu'en disaient MARX et ENGELS dans leur Manifeste du Parti Communiste. **« Poussée par le besoin de débouchés nouveaux la bourgeoisie mondiale envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout. En un mot, elle se façonne un monde à son image ».** La mondialisation c'est l'organisation de la société par le capitalisme pour la course aux profits à l'échelle mondiale. La mondialisation dont on nous parle aujourd'hui n'est autre que la mondialisation capitaliste décrite par MARX même s'il est vrai que le monde a beaucoup changé en 150 ans.

C'est ainsi que partout dans le monde, la classe ouvrière et avec elle tout le salariat se sont accrus considérablement de dizaines et de dizaines de millions dans des pays comme la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Brésil, le Nigéria et beaucoup d'autres. En France 93% de la population active a aujourd'hui le statut de salarié.

Le capital international règne sur le monde

Le grand capital international règne sur tous les domaines : économiques, politique, militaire, médias... **Les 200 plus grands groupes mondiaux réalisent 30% de la production mondiale.** 100 groupes contrôlent l'économie de la planète et 70% du commerce mondial. Ils exploitent plus de 6 millions de salariés, un calcul rapide montre qu'ils emploient, à l'échelle mondiale, environ 1 salarié sur 400. En 1998 leurs chiffres d'affaires ont atteint 15000 milliards de f., soit près du double de la production française de cette année là.

Les concentrations ont atteint un rythme accéléré et le processus est loin d'être achevé. Ce mouvement est d'une ampleur gigantesque. En 1998, le montant des rapprochements en tout genre, dépassait 15000 milliards de F., chiffre supérieur de 50% à celui de 1997 qui lui représentait six fois plus que le total des transactions enregistrées en 1993 ! Devenu le premier cimentier mondial après plusieurs absorptions, le groupe des ciments LAFARGE emploie 85000 ouvriers, déclare un chiffre d'affaires de 105 milliards en 2000 et devrait progresser de 30% en 2001.

Les inégalités continuent de s'accroître

Le fossé entre pays dits « riches » au Nord et pays pauvres au Sud se creusent. La répartition mondiale de la production est complètement déséquilibrée. 75% des échanges se font entre pays « riches ». 80% des brevets mondiaux de haute technologie sont déposés dans les cinq états les plus puissants : Etats-Unis – Allemagne – Japon – France – Grande Bretagne.

La mondialisation se développe par le biais des entreprises multinationales qui investissent directement dans le monde entier. 75% de ces investissements sont concentrés en Amérique du Nord, dans l'Union Européenne et l'Asie du Sud Est. Les échanges « intragroupes » (à l'intérieur d'un même groupe capitaliste international) prennent une part essentielle dans les échanges mondiaux. Les pays pauvres sont pillés, marginalisés. L'Afrique ne reçoit que 3% de ces investissements !

De grands ensembles capitalistes, économiques et politiques

On l'a vu avec la Communauté Européenne, de grands ensembles économiques et politiques se construisent. L'ALENA (Etats-Unis, Mexique, Canada) regroupe plus de 400 millions d'habitants et représente une puissance économique et militaire considérable. L'ASEAN (association des nations du Sud Est asiatique) avec le JAPON en compte 500 millions. 80 des 200 plus grands groupes mondiaux (un tiers de la production mondiale) appartiennent aux américains, 66 aux européens, 35 aux japonais. Les maîtres de la « mondialisation » ce sont eux, ils l'orientent et l'organisent dans la seule perspective de réaliser des profits. Profits gigantesques qui proviennent de l'exploitation des peuples du monde entier.

Des organisations internationales au service du capital

Le monde a bien changé depuis la parution du Manifeste du Parti Communiste mais ce qui demeure c'est la domination du capital. Sans commune mesure avec ce qu'elle était il y a 150 ans, elle s'est aggravée et s'étend aujourd'hui à toute la planète. Les grandes organisations internationales comme le FMI (fond monétaire

international), la Banque Mondiale, l'OMC (organisation mondiale du commerce), l'O.C.D.E., le Tribunal International... dépendent étroitement du capital. Le F.M.I. établit des « plans d'ajustements structurels » auxquels des pays comme l'Argentine, ceux du Maghreb, l'Inde, le Brésil et bien d'autres doivent se soumettre.

L'impérialisme gendarme du monde

Les Etats-Unis sont la première puissance économique mondiale, pour la production comme pour l'avancée technologique. De ce fait, ils développent l'impérialisme le plus agressif. Le capitalisme mondial avec à sa tête les Etats-Unis et de plus en plus l'Union Européenne, se comportent comme le gendarme du monde.

Depuis 1992 on compte vingt trois conflits armés, des centaines de milliers de victimes. L'origine profonde de ces guerres ce sont les intérêts capitalistes. Guerre du Golfe, Yougoslavie dépecée, guerres en Afrique... les interventions militaires capitalistes se multiplient. Toutes, sans exception, sont menées voire suscitées pour asseoir la domination économique et politique du capital, pour contrôler les sources d'approvisionnement. Cela le plus souvent au nom de « l'ingérence humanitaire » ! l'O.N.U. est souvent utilisée pour justifier et couvrir ces interventions.

La domination exercée sur le monde par les grands groupes capitalistes et les puissances impérialistes est responsable de cette situation catastrophique. Pour imposer leurs intérêts, ils pillent des pays entiers, y déclenchant la guerre (enjeux : le pétrole d'Irak ou d'Asie centrale, les richesses minières africaines etc...).

Les dépenses militaires mondiales officielles atteignent 6.000 milliards de F. mais les dépenses réelles sont bien plus élevées. La course aux armements se développe rapidement. Avec l'argent de la guerre que l'OTAN a dépensé en Yougoslavie il aurait été possible de nourrir, vêtir, soigner et éduquer les enfants du monde pendant un an ! Massacres, bombardements, destructions, cette guerre a fait en neuf ans plus de 200.000 morts, 5 millions de personnes ont été déplacées. L'économie de l'ex YUGOSLAVIE est exsangue mais ceux qui l'ont ravagée sont prêts à la « reconstruire » façon capitaliste. Il y a des milliards de profits à réaliser. Les groupes capitalistes ont des intérêts particulièrement développés dans les anciennes colonies africaines. Dans le cadre du néo-colonialisme, ces pays sont dominés économiquement et politiquement. Des régimes progressistes ont été abattus et, à leur place, des régimes liés notamment à l'ancienne puissance coloniale sont maintenus le plus souvent de force. Les capitalistes suscitent ou encouragent les guerres civiles dans les balkans, en Afrique et en Asie... partout où elles peuvent leur permettre d'asseoir ou d'élargir leur domination.

CHIRAC- JOSPIN même politique extérieure

L'un et l'autre défendent la mondialisation capitaliste. Ils participent à des interventions militaires comme en Yougoslavie. Ils soutiennent la politique d'Israël contre les palestiniens.

Cela fait 33 ans que la PALESTINE est occupée, 7 ans que l'on promet aux palestiniens un territoire, la liberté, la paix. Il y a d'un côté une puissance

occupante dotée d'une des plus puissantes armées du monde, soutenue par les USA et les grandes puissances capitalistes, de l'autre une population civile qui vit sous l'occupation et dont les droits sont bafoués. 4 millions de palestiniens vivent en exil, 160.000 colons israéliens ont été installés sur leur territoire.

Une nouvelle étape

Sous le vocable de mondialisation se cache une nouvelle étape du développement du capitalisme. Elle se traduit partout par la réduction des dépenses liées au développement humain comme la protection sociale, les équipements collectifs, la formation, la recherche. Elle se traduit par les privatisations, les déréglementations, la remise en cause des services publics.

La mondialisation n'a pas atténué la lutte féroce que se livrent les groupes capitalistes pour se renforcer les uns aux dépens des autres augmentant la productivité du travail, en maintenant les salaires au niveau le plus bas possible, en s'emparant de nouvelles sources de matières premières sont les moyens qu'ils utilisent avant tout. Ce sont les salariés qui font les frais de cette guerre. C'est ainsi que la France où le pouvoir d'achat a considérablement baissé devient un pays de main d'œuvre bon marché.

Lutte de classe toujours

Un système qui ne vit et ne se développe qu'en exploitant les peuples ne peut apporter de solution aux problèmes de l'humanité. Il engendre et développe des contradictions qui ne peuvent que s'élargir. Entre le capital et le travail l'opposition est irréductible.

La lutte est dure mais partout dans le monde des hommes et des femmes mènent ces combats.

Lutte de la classe ouvrière et des salariés contre l'exploitation. Lutte des peuples contre les agressions du capital, pour les libertés, pour la souveraineté nationale, pour les droits de l'homme, pour la paix et le désarmement..

Des organisations, des syndicats, des associations participent à ces luttes, contribuent à les organiser.

Tous les peuples ont le même ennemi, le capitalisme et le même intérêt à l'anéantir.

Nous voulons développer la solidarité, nouer des contacts, prendre des initiatives communes avec les forces qui luttent contre le capitalisme dans le monde entier.

Prolétaires de tous les pays unissez vous ! (MARX)

A PROPOS DE L'EFFONDREMENT DE L'URSS

En 1917, alors que la 1^{ère} guerre mondiale faisait rage, LENINE et les bolcheviks

avec le peuple russe créent l'URSS. **La naissance de ce nouvel état fut une grande victoire des forces d'émancipation contre le capitalisme.**

Tout cela s'est fait au milieu d'une lutte de classe sans merci. Dès 1918, alors que la guerre qui les oppose n'est pas terminée, Français, Anglais, Allemands, interviennent côte à côte contre l'Union Soviétique pour tenter de l'écraser comme la bourgeoisie française avait écrasé dans le sang la Commune de Paris en 1871. Ils n'y parviendront pas. **Pays arriéré à tous points de vue en 1917, l'URSS va devenir en quelques années la 2^{ème} puissance mondiale.** Son développement économique, social et culturel sera impressionnant.

Au cours de la 2^{ème} guerre mondiale l'Union Soviétique a payé et de très loin, le plus lourd tribut à la lutte contre le nazisme. En 1945 le pays était dévasté, il comptait 26 millions de morts soit 55 fois plus que les USA qui eux avaient développé considérablement leur économie pendant cette période. Après la guerre et pendant plus de 40 ans, l'Union Soviétique et ses alliés durent supporter le poids énorme de la course aux armements que leur imposera le capitalisme, en particulier les USA.

L'existence même de l'URSS a été une aide incontestable au développement de la lutte de classes internationale contre le capitalisme et pour l'émancipation des peuples. L'URSS et les pays de l'Est ont apporté une aide énorme aux luttes de libération dans le monde, une aide économique forte à des pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique du Sud...à tous ces états qui ont voulu se dégager de l'emprise capitaliste. Chacun a en mémoire l'aide apportée au Vietnam en lutte contre l'impérialisme US.

Contrairement à ce que laissent croire la plupart des textes qui paraissent, l'histoire de l'URSS ne s'est pas déroulée dans un monde d'où la lutte de classe internationale serait absente. Nous dénonçons à ces prétendues études le caractère sérieux qu'on leur attribue. Elles s'inscrivent dans une grande campagne politique qui voudrait imposer l'idée que le capitalisme est la seule société possible.

Une analyse scientifique ne doit rien négliger. Nous ne voulons rien passer sous silence, ni les défauts ni les tares de l'Union Soviétique ni les crimes du stalinisme. Nous savons que les atteintes à la démocratie s'étaient développées de plus en plus et que la contrainte devenait la règle. Nous savons que la plupart des dirigeants formaient une caste éloignée du peuple. Nous savons que le PCUS était devenu le refuge d'une nomenklatura qui ne pensait qu'à ses intérêts.

L'Union Soviétique a disparu mais les idées d'émancipation sociale demeurent. Elles se heurtent de plus en plus fortement au capitalisme. Il faut le supprimer et le remplacer par une société socialiste qui assurera cette émancipation par :

* le pouvoir politique du peuple

* la propriété sociale des principaux moyens de production et d'échange et leur gestion démocratique par le peuple.

Cette société assurera une politique de paix, de coopération et de rapprochement des peuples.

L'existence et le développement d'un parti révolutionnaire qui joue véritablement son rôle est indispensable à la lutte pour le changement et dans la nouvelle société.

Nous poursuivons notre réflexion sur ces questions afin d'en tirer les leçons nécessaires et de préparer l'avenir.

COMMUNISTES

Le ralliement du PCF à la gestion du capitalisme est un coup sévère porté au peuple français. L'histoire de ce parti fut jalonnée de grandes luttes qui débouchèrent sur de grandes victoires populaires qui ont coûté très cher au patronat. Celui-ci a toujours voulu faire disparaître le PCF, soit en le détruisant soit en le transformant en gestionnaire de la société capitaliste en place. Le patronat a atteint son but. Le PCF a abandonné le combat .

Admettre cela sans réagir ce n'était pour nous pas possible. Le temps presse, on voit tous les jours comment le capitalisme profite de cette situation, avec quelle hargne le MEDEF s'attaque à nos conditions de vie et de travail, à nos retraites, à la Sécurité sociale. On peut voir aussi les pressions énormes qui s'exercent sur les syndicats et les associations pour qu'ils se comportent en partenaires loyaux du patronat. C'est le règne de la pensée unique diffusée par ceux qui ont le pouvoir économique et politique et qui contrôlent les médias.

Il est urgent qu'un nouveau parti révolutionnaire voit le jour, un parti sur lequel les salariés et le peuple puissent compter. Un parti qui se fixe comme but d'abattre le capitalisme.

L'anéantir ou l'aménager ? Les « sociaux -démocrates» et autres « réformistes » se limitent à vouloir améliorer disent-ils le régime actuel. L'expérience ces quatre dernières années a prouvé une fois de plus que cela était impossible. **La recherche du profit passe obligatoirement par l'exploitation des salariés et du peuple. Il n'existe pas « d'aménagement » du capitalisme qui permettrait sans lutte d'assurer leur mieux-être. C'est par la lutte que chaque avantage obtenu lui est imposé et il en sera ainsi tant que ce régime durera. Il nous faudra lutter jusqu'à l'anéantir et construire une nouvelle société .**

Quelle société ?

On ne peut aujourd'hui qu'en définir les grandes lignes qui comportent : la propriété sociale des grands moyens de production et d'échange, l'organisation de la production et du développement par le peuple et pour le peuple. La démocratie, la participation et le contrôle du peuple à tous les niveaux. Ce qui est différent de tout étatisme .

Cela ne se fera qu'au prix d'une lutte de classe acharnée mais c'est notre perspective : **instaurer un socialisme qui n'a jamais encore été réalisé.**

AUJOURD'HUI nous luttons pour un changement de politique que nous avons exposé dans cette brochure et que nous pouvons formuler ainsi : **imposer au capitalisme des conquêtes démocratiques.**

Une petite minorité de possédants exploite le peuple.

* Le droit au travail n'existe pas pour plus de trois millions de femmes et d'hommes en France

* Le droit à la santé et à l'éducation n'existe pas pour des millions d'hommes de femmes, pour des millions de jeunes.

* l'action revendicative est de plus en plus assimilée à un délit. Des syndicalistes, des salariés, ceux qui luttent, sont traînés devant les tribunaux, lourdement pénalisés, licenciés.

* le capital a fait supprimer la proportionnelle. Il a fait voter une constitution qui donne un pouvoir personnel exorbitant au Président de la République

Nous luttons contre toutes les atteintes aux droits et aux libertés. Tout au long de cette brochure nous avons mis en avant les principales revendications sociales, économiques et politiques que nous défendons.

Nous sommes contre le présidentielisme de la cinquième république, pour une nouvelle constitution démocratique qui donnera de nouveaux droits aux citoyens, à l'entreprise et dans la cité. Nous exigeons le rétablissement de la proportionnelle intégrale à toutes les élections.

POLITIQUE ET ACTION

L'action d'un parti révolutionnaire, ne relève pas du hasard. « Sans théorie révolutionnaire, pas de parti révolutionnaire » a écrit LENINE. C'est en nous appuyant sur le marxisme que nous agissons. Nous basons notre analyse sur ce que le marxisme a apporté à la connaissance du capitalisme et de la lutte des classes. « Les conceptions théoriques des communistes...ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante ». (MARX)

NOUS VOULONS L'UNION

La lutte exige le rassemblement le plus large pour obtenir des résultats. Les travailleurs et le peuple sont le nombre. Ensemble ils représentent une force énorme à laquelle il est très difficile de s'opposer. C'est pourquoi l'union est indispensable au développement de notre combat pour obtenir un changement de politique. Pour être efficace elle doit se réaliser sur une base claire qui ne peut être que celle de la lutte contre le capital.

Aujourd'hui comme hier, l'enjeu est simple : si on lutte fort on peut obtenir des résultats, si on cherche à composer et qu'on ne lutte pas, on perd.. Rien ne peut avancer sans lutte.

C'est dans les luttes que se révèlent les forces de ceux qui les mènent et c'est dans la lutte que se forge la conscience de la nocivité du capitalisme, de la nécessité de

le renverser et de construire une autre société.

QUELLE ORGANISATION, QUEL FONCTIONNEMENT ?

Parti de classe, il doit d'abord être organisé dans les entreprises lieu de l'exploitation capitaliste où la lutte de classe est permanente. Nous travaillons à créer des cellules de « COMMUNISTES » dans les entreprises, dans les bureaux, dans les établissements d'enseignements, dans les quartiers, dans tous les départements.

Nous voulons que ce parti soit celui de toutes et ceux qui veulent le changement, qui veulent agir pour l'imposer. Sa politique, ses orientations seront le fruit de la réflexion, de l'expérience, de l'échange d'opinion le plus large de ses adhérents.

Il développe la solidarité, les contacts, les initiatives avec les forces qui luttent contre le capitalisme en Europe et dans le monde.

Français, nous sommes solidaires des peuples des D.OM.-T.O.M. qui luttent pour leur émancipation économique, politique et culturelle.

A partir de l'expérience faite par les uns et les autres, **c'est ce parti révolutionnaire que nous construisons.**

Construction progressive donc, mais construction déjà engagée, active , efficace.

Nous créons notre organisation dans tous les départements, nous faisons des adhésions. Nous avons des collectifs départementaux et locaux qui animent notre activité.

Nous prenons positions sur les évènements. Nous étudions d'un point de vue de classe la politique suivie par le gouvernement, nous nous prononçons sur ce que disent et font les partis politiques, nous donnons notre opinion sur l'action des organisations.

Nous sommes présents aux portes des entreprises, des établissements scolaires, dans les quartiers les localités. Nous organisons des rencontres,, nous faisons de la propagande.

Notre journal « COMMUNISTES » est mensuel. Il est diffusé à des milliers d'exemplaires. Il permet de diffuser nos idées, de nous faire connaître.

Assurer le développement de notre organisation nécessite des sommes considérables. Il faut répondre financièrement aux exigences d'une organisation politique qui assure sa vie et sa propagande à tous les échelons, qui édite un journal, des tracts, des affiches, qui organise des rencontres.

Nos ressources proviennent essentiellement : des cotisations qui sont mensuelles, basées sur les ressources des adhérents. En 2001 nous voulons recueillir les fonds nécessaires à l'achat d'un siège national et de locaux départementaux.

Qui a sa place à « COMMUNISTES » ? Toutes celles, tous ceux qui veulent lutter ensemble, qui veulent construire ensemble ce nouveau parti.

Nous vous appelons à nous rejoindre dès aujourd'hui. Nous avancerons ensemble.

Ensemble nous déciderons de la tenue du congrès constitutif de ce nouveau parti.

Quoi de plus moderne que la lutte contre les injustice, l'exploitation, contre le capitalisme, pour une autre société.

www.sitecommunistes.org